



Actualités politiques

Changements législatifs ayant un impact sur la violence faite aux femmes au Canada

Juillet 2021-Décembre 2022

Également disponible en anglais sous le titre «Policy Shifts»



Nationale

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- Lors du déclenchement des élections fédérales le 15 août 2021, le 43^e Parlement canadien a été dissous et tous les projets de loi non adoptés sont «morts au feuillet», y compris le [projet de loi C-21](#) du gouvernement [sur la réglementation des armes à feu](#), le projet de loi d'initiative parlementaire [C-247 visant à ajouter le contrôle coercitif au Code criminel](#), et le projet de loi d'initiative parlementaire [S-213 du Sénat](#) visant à exiger une analyse comparative entre les sexes des projets de loi.
- Vers la fin de la 43^e législature, le Comité de la justice de la Chambre des communes a publié un rapport intitulé [La maltraitance à l'égard des aînés: Cerner l'enjeu et lutter contre toute forme d'abus](#), avec [10 recommandations](#), y compris l'amendement du Code criminel pour couvrir la mise en danger d'aînés par les personnes qui en prennent soin.
- À l'ouverture de la première session de la 44^e législature du Canada, le 23 novembre 2021, le [discours du Trône](#) comprenait, entre autres, des engagements à finaliser les accords provinciaux et territoriaux en matière de garde d'enfants, renforcer les contrôles sur les armes d'assaut et les armes de poing, aller de l'avant avec un Plan d'action national de 10 ans sur la violence fondée sur le genre, interdire la thérapie de conversion et s'attaquer au problème des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQIA+ disparues et assassinées autochtones.

Projets de loi du gouvernement:

- Le [projet de loi C-4, Loi modifiant le Code criminel \(thérapie de conversion\)](#), a été déposé le 29 novembre 2021, a reçu la sanction royale le 8 décembre 2021, et est entré en vigueur 30 jours plus tard, en janvier 2022.

Projets de loi privés:

- Le [projet de loi C-233](#), Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur les juges (violence contre un partenaire intime) a été adopté en première lecture le 7 février 2022, parrainé par Anju Dhillon (Lib). Le projet de loi d'initiative parlementaire vise à modifier le Code criminel afin d'accroître la prise en compte de l'utilisation d'un dispositif de surveillance électronique pour les accusés dans les cas de violence familiale, ainsi qu'à modifier la *Loi sur les juges* afin d'offrir aux juges des colloques sur la violence contre un partenaire intime et le contrôle coercitif.
- Au Sénat, le [projet de loi S-205](#) a été déposé et adopté en première lecture le 24 novembre. Il vise à modifier le *Code criminel* en ce qui concerne les ordonnances de mise en liberté provisoire et autres ordonnances liées à la violence entre partenaires intimes et prévoit des engagements en cas de violence familiale. Le projet de loi était en deuxième lecture.
- Le Sénat a également vu la réintroduction et la première lecture réussie du projet de loi C-213 de l'honorable sénateur McCallum, reconditionné sous le nom de [projet de loi S-218](#), qui modifierait la *Loi sur le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres* afin d'exiger que la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres examine les effets possibles de certains projets de loi et amendements sur les femmes.

- Le [projet de loi S-238](#) de l'honorable sénateur Boisvenu, [alias la Loi sur Véronique Barbe](#), a été déposé et adopté en première lecture en février 2022. Cette loi modifierait le *Code criminel* et la *Charte canadienne des droits des victimes* afin d'empêcher la publication d'informations concernant les victimes.

Engagement politique entre le gouvernement et le secteur des femmes

Comité permanent de la condition féminine (FEWO)

- [Étude sur la violence entre partenaires intimes et la violence domestique au Canada](#)
- Cette étude permettra de formuler des recommandations à l'intention du gouvernement du Canada sur les mesures à prendre pour s'attaquer aux causes de la violence entre partenaires intimes, améliorer le soutien, la prévention et l'éducation et éliminer les obstacles auxquels se heurtent les femmes qui cherchent du soutien, et enfin, explorer des modèles de lois et d'outils de politique publique pour éliminer la VPI. Hébergement femmes Canada et de nombreuses associations provinciales, maisons d'hébergement et organisations partenaires ont présenté des mémoires et des déclarations en personne en mars 2022. Un rapport contenant des recommandations sera publié plus tard cette année.

Comité permanent de la justice et des droits de la personne (JUST)

- [Examen de la loi sur la protection des collectivités et des personnes exploitées](#) (février-mars 2022)
- Obligations du gouvernement envers les victimes d'actes criminels ([à venir](#))

Publications de recherche nationales relatives à la politique de lutte contre la VFF/VFG

Statistique Canada en bref:

-
- [Capacité d'hébergement, nombre de lits et de refuges pour les refuges d'urgence, logements de transition et refuges pour victimes de violence familiale pour le Canada et les provinces](#), 8 mars 2022
 - [Juges nommés par le gouvernement fédéral, selon le genre](#), 10 janvier 2022
 - [Victimes de crimes violents et de délits de la route causant la mort ou des lésions corporelles commis par des membres de la famille ou d'autres personnes, selon l'âge et le genre de la victime, le lien précis de l'auteur présumé avec la victime l'accusé et la victime et le type d'infraction](#) ainsi que [Victimes de crimes violents et de délits de la route causant la mort ou des lésions corporelles commis par des partenaires intimes ou d'autres personnes, selon l'âge et le genre de la victime, provinces, territoires et régions métropolitaines de recensement](#) et ventilations connexes, 4 novembre 2021.
 - [Crimes haineux déclarés par la police, selon le type de motif, Canada \(certains services de police\)](#) 27 juillet 2021
 - [Nombre de victimes d'homicide entre conjoints, 1997-2020](#); 27 juillet 2021

Rapports Juristat de Statistique Canada:

- [La violence conjugale au Canada, 2019](#), 6 octobre 2021
 - [Expériences de comportements sexualisés inappropriés, d'agressions sexuelles et de discrimination fondée sur le genre vécues par les travailleurs dans les provinces canadiennes, 2020](#), 12 août 2021
-



Colombie-Britannique

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- [Projet de loi 11](#): *Miscellaneous Statutes Amendment Act* est un projet de loi du gouvernement adopté en juin 2021 et entré en vigueur en juillet 2021. Il s'agit d'une mise à jour de la loi sur le droit de la famille et la loi sur la location à usage d'habitation, entre autres, pour faire en sorte que la définition de la violence familiale ne dépende pas de l'intention personnelle de l'agresseur de causer du tort ou non.
- [Projet de loi M-204 2021](#): *Sexual Orientation and Gender Identity Protection Act* a été introduit le 28 octobre 2021 pour mettre fin à la thérapie de conversion. En tant que projet de loi d'initiative parlementaire, il a peu de chances d'être adopté.



Alberta

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- La version albertaine de la loi de Clare, [The Disclosure to Protect Against Domestic Violence Act](#), est en vigueur depuis le 1er avril 2021, mais entre cette date et la mi-janvier 2022, une [enquête de la CBC](#) a révélé que seulement 42% des demandes ont fait l'objet d'une information.

Engagement politique entre le gouvernement et le secteur des maisons d'hébergement

- La [Review of the Police Act](#) se poursuit en 2022, après avoir recueilli les réponses à un sondage en ligne en décembre 2021, en plus de consultations communautaires depuis l'automne 2020.
- [L'engagement pour la prévention de la maltraitance des personnes âgées](#) a recueilli les commentaires des parties prenantes et du public en vue d'élaborer une nouvelle définition provinciale de la maltraitance des personnes âgées.

Publications de recherche relatives à la politique provinciale en matière de VFF/VFG

- [Mapping Domestic Violence Law and Policy in Alberta: Intersections and Access to Justice](#) par Jennifer Koshan a été publié dans l'*Alberta Law Review*, vol 58 no 3, 2021. Il s'agit d'une analyse des lois, politiques et systèmes et recommande des réformes pour combler les lacunes en matière d'accès à la justice.



Saskatchewan

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- [Le projet de loi 60, Saskatchewan Employment Amendment Act, 2021](#) a été présenté et adopté et a reçu la sanction royale en novembre 2021. La loi précise que toute action importune de nature sexuelle constitue un harcèlement et étend les dispositions aux entrepreneurs indépendants, aux étudiants et aux bénévoles.
- [Le projet de loi 51, The Privacy \(Intimate Images – Additional Remedies\) Amendment Act, 2021](#) présenté en novembre 2021 est en troisième lecture en mars 2022. Le projet s'appuie sur la législation existante en matière de protection de la vie privée pour donner aux victimes du

partage non consentiel d'images intimes le pouvoir de réclamer leurs images et de les faire retirer de l'internet.



Manitoba

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- [Le projet de loi 3, Loi modifiant la Loi sur l'obligation alimentaire](#) élargit les définitions légales des parents pour tenir compte de la procréation assistée. Cette définition affecte plusieurs éléments du droit de la famille, notamment *la Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel*. Elle a été adoptée et est entrée en vigueur le 2 décembre 2021.
- [Le projet de loi 17, Loi édictant la Loi sur le droit de la famille et la Loi sur l'exécution des obligations alimentaires et modifiant la Loi sur l'établissement et l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires](#), qui met à jour les définitions de la famille et clarifie la nécessité de tenir compte uniquement de l'intérêt supérieur de l'enfant pour rendre des ordonnances parentales, de contact ou de tutelle, a été adopté.

Ontario

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- [Le projet de loi d'initiative parlementaire 60, Loi de 2022 sur des collectivités saines et sécuritaires \(traitant de la violence armée\)](#) a été déposé en décembre 2021 et renvoyé au Comité permanent de la justice en mars 2022. Dans le cas improbable où il serait adopté, il inclurait la couverture et le soutien des survivants de violence armée dans le cadre des lois sur l'assurance santé et sur la protection et la promotion de la santé.

Québec

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- [Le projet de loi 84, Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement](#) est entré en vigueur le 13 octobre 2021.
- Le [projet de loi 2, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil](#) est une mise à jour du droit de la famille attendue depuis longtemps, basée sur le rapport d'un comité de consultation de 2015 et sur les mémoires communautaires de 2019, y compris ceux des trois associations de maisons d'hébergement au Québec. Le projet de loi aborde la question de la gestation pour autrui, des origines génétiques et des lois sur le changement de nom, mais il a été critiqué par les groupes de défense des droits de la personne parce qu'il ne reconnaissait pas les familles multiparentales et surtout, parce qu'il exigeait initialement une chirurgie d'affirmation du genre stérilisante pour que les personnes transgenres puissent bénéficier d'un changement de la mention du sexe sur les actes de naissance. Cette exigence chirurgicale a été supprimée par la suite. La protection de l'intérêt supérieur de l'enfant était centrée sur les cas de violence familiale. Des [experts juridiques ont été soulagés par certains changements](#), mais ont déploré l'occasion perdue de rattraper les progrès réalisés dans d'autres provinces.



Nouveau-Brunswick

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- Le gouvernement a [présenté le projet de loi 69: Loi sur la communication illégale d'images intimes](#) en novembre 2021.



Nouvelle-Écosse

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- Le projet de loi d'initiative parlementaire [Projet de loi 15, the Gender-based Analysis Plus Implementation Act](#), a été présenté le 14 octobre 2021. Si la loi est adoptée, elle exigera l'ACS+ de toutes les soumissions politiques et législatives.

Engagement politique entre le gouvernement et le secteur des maisons d'hébergement

- La Commission des pertes massives est en cours depuis 2021 pour enquêter sur les fusillades mortelles d'avril 2020. Parmi les [60 organisations sélectionnées](#), Hébergement femmes Canada a été regroupée en coalition avec la Transition House Association of Nova Scotia (THANS) et Be the Peace Institute. Les informations seront recueillies tout au long des années 2021 et 2022 et [un rapport final est attendu en novembre 2022](#).



Île-du-Prince-Édouard

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- Aucune information pour cette période



Terre-Neuve et Labrador

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- [Projet de loi 6: An Act Respecting Disclosure of Information Under an Interpersonal Violence Disclosure Protocol \(Clare's Law\)](#). Bien qu'elle ait reçu la sanction en 2019, cette loi n'est toujours pas entrée en vigueur et semble retardée par des pourparlers avec le [Royal Newfoundland Constabulary](#) et la [GRC](#) sur les modalités de sa mise en œuvre.



Territoire du Yukon

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- Le [projet de loi 11, an Act to Amend the Child and Family Services Act \(2022\)](#), a été présenté le 9 mars 2022 pour donner suite aux recommandations du Child and Family Services Act Advisory Committee dans son rapport intitulé [Embracing the Children of Yesterday, Today and Tomorrow](#).



Territoires du Nord-Ouest

Engagement politique entre le gouvernement et le secteur des maisons d'hébergement

- Le Comité permanent du développement social est en train de [réviser la Child and Family Services Act](#), tel que requis tous les cinq ans. En plus de la [présentation de YWCA NWT](#) au Comité le 20 avril 2021, des [réunions publiques virtuelles ont eu lieu en novembre et décembre 2021](#). Le comité en est maintenant aux dernières étapes de son examen.



Nunavut

Publications de recherche relatives à la politique de lutte contre la VFF au Nunavut

- Le [rapport final](#) de la [Research and Awareness Campaign](#) pour la [Family Abuse Intervention Act \(FAIA\)](#) a été publié le 8 mars 2022 dans le cadre du partenariat sur l'accès à la justice entre [Pauktuutit Inuit Women of Canada](#) et la [Law Society of Nunavut](#).